

Djibouti

Janvier 2018

L'année 2017 a été marquée par des progrès considérables en faveur des réfugiés à Djibouti. Depuis la promulgation de la Loi Nationale portant statut des réfugiés en janvier 2017 jusqu'à l'adoption de deux décrets en faveur de l'inclusion socio-économique des réfugiés en décembre dernier, le gouvernement de Djibouti a été à la tête de ces avancées historiques. Son

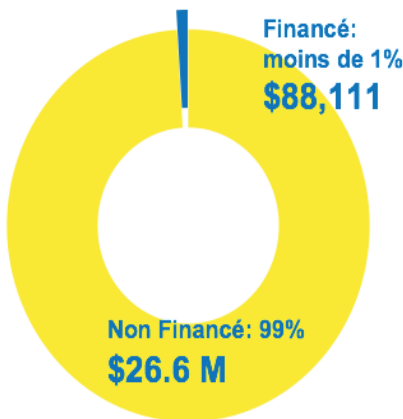
incroyable soutien nous a permis de faire de grands progrès en collaboration avec nos partenaires. En décembre dernier, le ministre de l'Intérieur a fait part de la décision du gouvernement de remplacer les camps par des sites ou villages afin de montrer sa solidarité envers les réfugiés et les faire se sentir chez eux. L'année passée a eu un

impact significatif sur nos objectifs et en 2018, nous comptons redoubler d'efforts pour le plaidoyer et étendre davantage nos actions au service des réfugiés. Nous travaillons tous main dans la main afin d'apporter des réponses aux besoins des réfugiés et des solutions durables et de garantir leurs droits et intérêts.

FINANCEMENT (DE JANVIER 2018)

USD \$26.7 million

demandé pour Djibouti



PRÉSENCE UNHCR

Staff:

- 32 Staff nationaux
- 9 Staff internationaux
- 7 Volontaires internationaux
- 1 Volontaire national
- 1 Déployé

Bureaux:

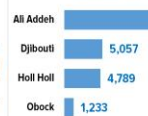
- 1 Bureau principal à Djibouti
- 1 Bureau de terrain à Ali Sabieh
- 1 Bureau de terrain à Obock

DJIBOUTI

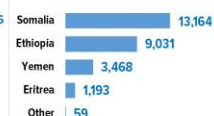
Refugees and asylum-seekers
as of 31 December 2017

26,915
refugees and asylum-seekers

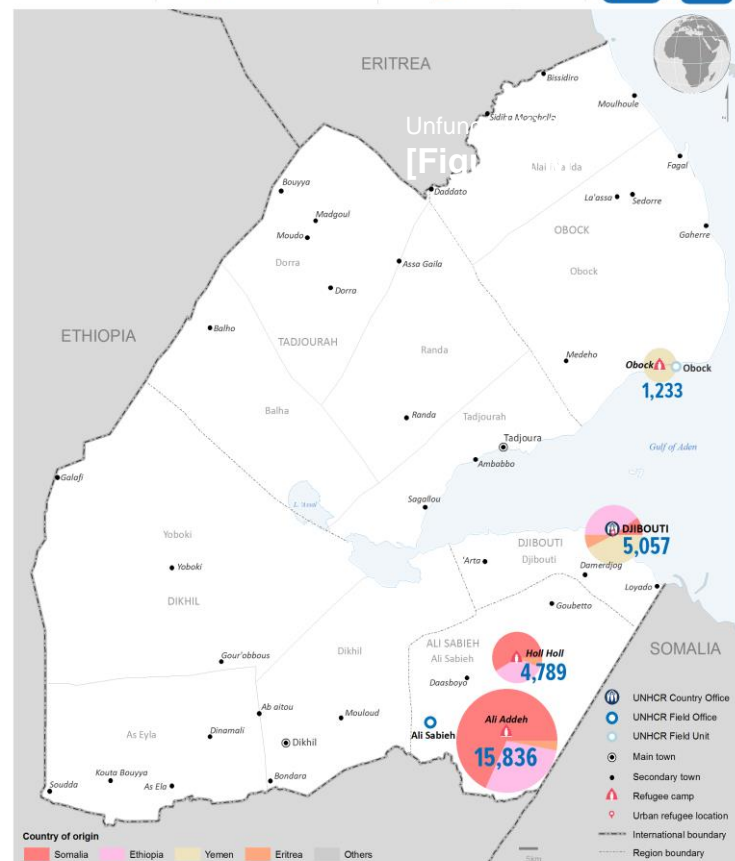
WHERE ARE THEY?



WHERE DO THEY COME FROM?



AGE AND GENDER COMPOSITION



The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.
Printing date: 18 Jan 2018 Sources: UNHCR, UNCS Author: UNHCR Regional Service Centre Nairobi Feedback: kenya@unhcr.org

Collaboration avec les Partenaires

- Le HCR coordonne la réponse multisectorielle des réfugiés et des demandeurs d'asile dans les sites de Markazi, d'Ali Addeh et de Holl-Holl ainsi que dans les zones urbaines. Le HCR travaille en étroite collaboration avec le gouvernement de Djibouti et les autorités nationales et locales, avec les ONG nationales et internationales et avec les leaders des communautés de réfugiés pour assurer une coordination optimale de la réponse aux réfugiés.
- Le HCR travaille avec des partenaires nationaux et internationaux, à savoir : l'Office Nationale d'Assistance aux Réfugiés et Sinistrés –ONARS– qui est l'institution gouvernementale qui gère les questions relatives aux réfugiés dans le pays ainsi que les sites des réfugiés, le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle –MENFOP– (éducation), le Ministère de la Santé (santé / santé reproductive, VIH / SIDA et nutrition); le Conseil Norvégien pour les Réfugiés –NRC– (eau, assainissement, abri, hygiène); la Fédération Luthérienne Mondiale –LWF– (éducation et services communautaires); l'Union Nationale des Femmes de Djibouti –UNFD– (SGBV) et le Ministère de l'Environnement. Le HCR collabore également avec des partenaires opérationnels telles que le Conseil Danois pour les Réfugiés –DRC–, l'Association Al Rahma, Caritas et International Children's Action Network –ICAN. En plus de la réponse aux réfugiés, Djibouti étant un des pays pilotes du Cadre d'Action Global pour les Réfugiés (CRRF), le HCR et ses partenaires soutiennent des initiatives qui bénéficient à la fois aux réfugiés et aux communautés hôtes. Cette nouvelle approche guide notre manière de travailler et les résultats que nous recherchons.
- Le HCR co-dirige également le Groupe de travail sur la migration mixte (MMTF) avec l'OIM afin de renforcer la coopération régionale et internationale grâce à une réponse efficace au niveau national pour la réduction des flux migratoires irréguliers.

Points Forts

- La visite officielle du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés à Djibouti s'est déroulée du 14 au 16 décembre. À cette occasion, il a rencontré les réfugiés dans les sites d'Ali Addeh et de Markazi. Il a également rencontré plusieurs responsables du gouvernement djiboutien, dont le Président de la République, le Premier ministre, les ministres de l'Intérieur, de l'Éducation et de la Santé, ainsi que d'autres ministres et autorités locales. Le Haut-Commissaire a félicité le gouvernement de Djibouti pour ses politiques progressistes visant à accueillir les réfugiés et à les inclure dans ses systèmes nationaux. De plus, une semaine après la signature des deux décrets permettant l'inclusion socioéconomique des réfugiés (accès aux soins médicaux, opportunités d'emploi, etc.), le Haut-Commissaire a particulièrement insisté sur cette avancée historique et a félicité le gouvernement. Il a également encouragé Djibouti à continuer à servir de pays modèle pour l'intégration des réfugiés et un modèle de stabilité et de paix pour ses voisins et la communauté internationale.



- Le 16 décembre, la Secrétaire d'État du département britannique pour le développement international (DFID), Son Excellence Mme Penny Mordaunt s'est rendue à Djibouti et a rencontré le personnel du HCR. L'objectif principal de sa mission était d'en apprendre davantage sur la crise humanitaire au Yémen. Elle a également rencontré des réfugiés yéménites dans la capitale et a écouté leurs histoires et expériences personnelles.
- Du 12 au 14 décembre, la Conférence Régionale sur l'Éducation, organisée par l'IGAD et le ministère de l'Éducation de Djibouti, a accueilli plus de 100 participants, dont des délégations de pays (8 États membres) et des spécialistes internationaux de l'éducation. Cette conférence a été un accomplissement envers l'engagement pris par les pays de la région lors de la Déclaration de Nairobi pour une meilleure intégration des réfugiés dans leurs systèmes éducatifs nationaux.
- Le 7 décembre, le Président Guelleh a signé deux décrets historiques pour l'inclusion socio-économique des réfugiés à Djibouti. Un décret précise les procédures d'éligibilité pour la détermination du statut de réfugié tandis que l'autre décret offre aux réfugiés l'accès aux services sociaux de base et facilite leur inclusion socio-économique à Djibouti (accès à l'éducation et à la santé, protection juridique, et emploi). Ces décrets d'application accompagnent la loi nationale portant statut des réfugiés promulguée en janvier 2017.
- La campagne de sensibilisation « Dangerous Crossings » - *Traversées Dangereuses* - a été lancée à Djibouti avec l'appui de collègues du HCR du bureau régional de Nairobi. La campagne d'information publique visait à avertir les migrants et les réfugiés des risques de traversée vers le Yémen et les autres pays du Golfe, en les sensibilisant sur les risques de l'escalade du conflit, mais aussi sur l'exposition potentielle à la traite d'êtres humains, aux abus sexuels et aux réseaux de crime organisé. La campagne a commencé début décembre, et a été soutenue par le ministère de l'Intérieur et l'OIM.
- Du 4 au 6 novembre, une délégation de donateurs de 12 pays s'est rendue à Djibouti pour s'informer de la situation des réfugiés et de l'opération du HCR dans le pays. Le groupe était particulièrement intéressé par les progrès du CRRF, l'efficacité de la stratégie de planification pluriannuelle et multi-partenaires (MYMP) pour la recherche de solutions durables, par les problèmes de santé des réfugiés et leur éventuelle inclusion dans le système national d'assurance maladie et par les interventions monétaires (CBI), parmi les autres thèmes. Leur mission comprenait également une visite du site d'Ali Addeh où ils ont rencontré des leaders de réfugiés ainsi que des groupes de discussion (femmes, éducateurs et personnes ayant des besoins spéciaux). Le dernier jour, ils ont eu une série de réunions avec les autorités djiboutiennes (ministères de l'Éducation et de l'Intérieur, ONARS), l'équipe pays des Nations Unies et les réfugiés urbains.

Principales Activités

Protection

- Suite à la détérioration de la situation du Yémen en décembre 2017, 163 réfugiés yéménites ont été enregistrés comme nouveaux arrivants au site de Markazi. Bien qu'éloigné des situations d'urgence, le HCR Djibouti continue de suivre de près les avancées du conflit tout en révisant / actualisant son plan de contingence et son stock d'articles non alimentaires (en particulier à Markazi) en cas de forte augmentation des arrivées dans le pays. En décembre 2017, la population du site de Markazi s'élevait à 1 233 réfugiés et sa capacité maximale est fixée à 5 000 personnes.

- En décembre, 57 familles (environ 300 personnes) ont été enregistrées comme demandeurs d'asile dans le site de Holl-Holl. La majorité d'entre eux sont des Ethiopiens qui ont fui le récent conflit tribal dans la région d'Oromia.
- Au cours des derniers mois, le personnel du HCR et de l'ONARS ont mené un exercice de vérification BIMS (Biometric Identification Management System) dans les sites et les zones urbaines afin de mieux saisir les statistiques, dont certaines ont été mises à jour et partagées en ligne sur la page d'accueil. L'exercice a déjà été terminé dans les sites et débutera en ville début février.
- Du 27 novembre au 10 décembre, le HCR et ses partenaires, menés par les efforts de l'UNFD, ont participé à la campagne «16 jours d'activisme» contre la violence faites aux femmes et aux filles. Au cours de cette période, le comité SGBV, composé de volontaires parmi par la communauté des réfugiés, a organisé des ateliers sur la violence domestique ainsi que d'autres activités de sensibilisation et de prévention.
- En novembre et décembre, LWF a été appuyé par un spécialiste de la protection de l'enfance pour élaborer des stratégies de protection et de gestion de cas avec les partenaires, leaders des réfugiés, enseignants et divers membres des communautés respectives.
- LWF a aidé quelque 275 personnes ayant des besoins spéciaux à se déplacer lors des périodes de distribution des vivres dans les trois sites.

Éducation

- Depuis la fin du mois de décembre, une série de réunions ont été organisées pour assurer le transfert et la transition des activités éducatives des réfugiés de LWF au MENFOP dans les trois sites des réfugiés. Le 21 janvier, les deux parties ont signé un accord sur les modalités de collaboration ainsi que la répartition des rôles dans le secteur de l'éducation.
- En décembre, la fréquentation de l'école primaire était la suivante: 1 800 élèves à Ali Addeh; 822 à Holl-Holl; et 293 à Markazi. Pour l'enseignement secondaire, 150 étudiants étaient inscrits à Ali Addeh et 23 à Markazi.
- LWF, avec le soutien de l'UNICEF et du Conseil National Allemand (GNC), a aidé à envoyer 28 élèves réfugiés dans des écoles privées de la capitale.
- Dans l'esprit du CRRF, le MENFOP a supervisé la construction d'une école primaire en dehors du site de Markazi. Les enfants de la communauté hôte d'Obock seront scolarisés avec les enfants réfugiés. L'ouverture officielle devrait avoir lieu dans les prochains mois, une fois la formation des enseignants et le recrutement terminés.

Santé

- Mi-janvier, le ministère de la Santé a officiellement accepté de prendre en charge les services de santé pour les réfugiés. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'adoption des décrets par le gouvernement qui renforcent l'inclusion socio-économique des réfugiés dans les systèmes nationaux, y compris celui de la santé. Cela découle également de la ferme volonté du Ministère d'assurer le bien-être des réfugiés dans le pays. Le déploiement comprenait des caravanes de médecins et de personnel médical qui s'est occupé des réfugiés et a dispensé des soins préventifs et d'urgence. AAH-I s'est retiré de son rôle de partenaire du HCR dans le domaine de la santé, mais s'active à assurer la transition au gouvernement qui s'engage pleinement dans ses nouvelles fonctions. Ce nouveau partenariat annonce des progrès encourageant pour le CRRF, permettant aux personnes réfugiées d'accéder aux soins de santé au même titre que les nationaux.

Sécurité Alimentaire

- En collaboration avec le PAM, la distribution de vivres et d'argent dans les sites a bénéficié à 13 815 réfugiés à Ali Addeh, 3 644 à Holl-Holl et 1 255 à Markazi en novembre. En décembre, 12 455 réfugiés ont reçu une aide alimentaire à Ali Addeh, 3 514 à Holl-Holl et 1 275 à Markazi.

Eau et Assainissement

- La campagne «Keep the Settlement Clean» - *Gardez les Sites Propres* - a été lancée à Ali Addeh, Holl-Holl et Markazi. NRC a pris en charge la coordination et tandis que les autres partenaires, notamment l'ONARS, LWF, DRC, UNFD et AAH-I ont aidé à la mise en œuvre. L'objectif est de promouvoir la gestion des déchets et les mesures sanitaires appropriées ainsi que d'encourager les réfugiés à être des agents actifs du changement dans leurs communautés.
- La distribution d'eau potable a été maintenue dans les sites d'Ali Addeh et de Holl-Holl au taux de 12 et 18 litres par personne et par jour, respectivement. À Markazi, le chiffre était de 23 litres par personne et par jour, au-dessus de la recommandation quotidienne de 20 litres.
- Dans le site de Markazi, NRC a terminé la restauration de 22 points d'eau, où les réfugiés peuvent avoir accès à l'eau potable.
- La Commission Européenne à travers ECHO (*European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations*) s'est rendue dans les sites en décembre pour suivre les projets WASH qu'ils ont financés. Leurs contributions récentes comprennent des réservoirs de 70m² à Ali Addeh et Holl-Holl et plusieurs douches et latrines dans tous les sites.

Abris et NFIs

- À Ali Addeh et à Holl-Holl, la construction d'abris permanents (150 et 50 respectivement) a été achevée pour les réfugiés et les communautés locales grâce à NRC.

Autonomisation et Autosuffisance

- Le lancement d'un programme pilote d'aide en espèces a débuté dans le site de Markazi en collaboration avec le PAM, où quatre réfugiés ayant de petites entreprises (propriétaires de magasins d'alimentation et de stands de produits) seront invités à participer au programme. Le PAM prévoit d'injecter un budget de 200 000DJF pour soutenir leurs efforts.
- L'une des principales priorités de l'opération pour la nouvelle année est le lancement d'un programme CBI. En novembre, un administrateur principal du CBI s'est rendu à Djibouti en mission pour mener une étude de faisabilité sur les perspectives de lancement du CBI. Le rapport devrait être finalisé prochainement et l'opération étudie également le recrutement d'un spécialiste CBI pour aider à répondre aux besoins à long terme.
- Le 29 décembre, le ministre de la Jeunesse et des Sports a lancé une ligue sportive régionale à Obock pour promouvoir la participation des jeunes aux sports. Les jeunes réfugiés du site de Markazi ont été invités à participer aux côtés de la communauté hôte.

Solutions Durables

- En 2017, un total de 62 personnes, principalement originaires de Somalie et d'Érythrée, ont été réinstallées au Canada et aux États-Unis.
- En 2018, le HCR espère travailler avec les gouvernements du Canada et de la Suède sur des accords de réinstallation pour accueillir des réfugiés de Djibouti (respectivement 200 et 20 personnes).

Donateurs / Relations Externes

Donateurs ayant contribué à l'opération

IGAD

Un merci spécial aux principaux donateurs de fonds régionaux et sans restriction

Suède (98 M) | Norvège (43 H) | Pays-Bas (39 H) | Royaume-Uni (32 M) |
Danemark (25 M) | Australie (19 M) | Suisse (15 M)

Merci à d'autres donateurs de fonds régionaux et non restreints

Bosnie-Herzégovine | Canada | Chine | Estonie | Finlande | Indonésie | Koweït |
Lituanie | Luxembourg | Monaco | Monténégro | Nouvelle-Zélande | Qatar |
République de Corée | Fédération de Russie | Serbie | Singapour | Sri Lanka |
Thaïlande | Turquie | Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies |
Émirats Arabes Unis | Uruguay | Donateurs Privés

Vanessa J. Panaligan, Chargée du Reporting et Relations Externes, Djibouti
panaliga@unhcr.org, Bureau: +253 2135 2200, Mobile: +253 7723 0180

LIENS: [PORTAIL RÉGIONAL](#) - [PAGE D'OPÉRATION DU HCR](#) - [TWITTER](#)